et mécontenta violemment les partis dynastiques de tout ordre.

M. Thiers mêla sa voix à celle des réclamants et ne fut pas le moins amer dans ses récriminations.

— Mac-Mahon m'a bien trompé, dit-il ; j'aurais dû le surveiller. Il me doit d'être sorti intact, dans sa réputation militaire, de la guerre, et il me récompense de mes bon offices en me f... par terre. Il était l'homme de mes ennemis et il cachait son jeu. Oui, il m'a bien trompé. Ce n'est qu'un ambitieux.

L'empereur Napoléon III lui-même, dans son exil, prononçait des paroles de blâme à l'égard du Maréchal.

— M. de Mac-Mahon m'avait affirmé, déclarait-il à l'un de ses anciens familiers, en visite chez lui, que nous pouvions compter sur lui, au cas d'un mouvement impérialiste. Maintenant qu'il est Président de la République, il paraît ne plus se souvenir de ceux à qui il doit tout. Il ne faut rien espérer de lui. C'est un homme qui tient à conserver ce qu'on lui a donné. Ce n'est qu'un égoïste.

Enfin, M. le comte de Chambord condamnait sévèrement ce qu'il appelait, lui aussi, dans la personne du Maréchal, une ambition mal placée et un égoïsme inconscient.

— M. de Mac-Mahon ne peut ignorer, dit-il, qu'il n'a été élu Président de la République que pour la forme, que pour être appelé à céder le pouvoir à un autre plus autorisé que lui à le détenir. Mais lors de mon voyage à Versailles, j'ai vite compris que nous avions eu affaire à un intrigant, à un immodeste. J'envoyai, auprès de lui, M. de Blacas pour lui demander si son appui m'était acquis, et il me fit répondre, assez sèchement qu'il ne pouvait permettre que des négociations s'établissent, autour de lui, sur mon nom — qu'il ne lui était pas permis de me voir, même.

Le Maréchal était donc, ainsi, jugé par ceux qui, déçus, ne le critiquaient que parce qu'il faut bien le dire, il se montrait simplement honnête. Il n'était, en effet, ni ambitieux, ni intrigant, ni égoïste. Indifférent au pouvoir, mais en ayant accepté les responsabilités, il eût cru commettre une félonie en mettant son autorité au service d'une forme de gouvernement contraire à celle que la nation lui avait confiée.

Ainsi que M. le comte de Chambord, un homme qui, rapproché du maréchal de Mac-Mahon, eut peut-être accompli de grandes choses, M. Gambetta, tenta d'avoir avec lui une entrevue.

Il est aisé d'être grand clerc lorsque les événements se sont accomplis et ont amené telles ou

telles complications politiques et sociales. Il serait, par conséquent, facile de dire que de la réconciliation du Maréchal et de M. Gambetta, une ère nouvelle et féconde eût pu naître et apporter au pays cette quiétude et cette assurance vitales qui, après tant d'années écoulées, semblent encore se refuser à lui.

Au risque, pourtant, de paraître naïf, de paraître puéril, je n'hésite pas à dire que, pour M. de Mac-Mahon, pour M. Gambetta, pour la France, l'entretien que sollicitait le tribun eut dû avoir lieu. En repoussant la prière de M. Gambetta, comme il avait repoussé celle de M. le comte de Chambord, le Maréchal n'eut pas la vision exacte des choses politiques. Il ne comprit pas que l'heure qui s'offrait à lui, alors, était solennelle et pouvait se fixer dans l'Histoire, comme l'une des plus belles de son existence, comme l'une des plus fécondes pour le bonheur du peuple dont il était le chef.

A M. Duclerc qui s'était fait, dans cette circonstance, le messager du tribun, le Maréchal répondit « qu'il ne pouvait accorder à M. Gambetta ce qu'il avait refusé à M. le comte de Chambord. »

Ces paroles se ressentent de l'origine aristocratique de M. de Mac-Mahon. Il eut le tort de les prononcer. Il eut le tort, surtout, de ne pas apprécier

que M. le comte de Chambord, étranger à la France, n'avait aucun titre pour l'engager dans la défense de ses intérêts ; que M. Gambetta, maître de l'opinion publique, fils glorieux de la patrie, avait le droit d'être entendu de lui.

L'évolution des peuples, la prospérité ou la ruine des nations, dépendent, ainsi, souvent, de quelque cause simple et futile.

Quelques incidents curieux de politique extérieure, marquèrent la présidence du maréchal de Mac-Mahon, dès ses débuts.

J'ai, précédemment, parlé de la maussaderie avec laquelle l'Europe, l'Allemagne et l'Italie surtout, accueillirent la chute de M. Thiers.

Une agression était plus particulièrement à craindre en ce qui concerne l'Allemagne et ce fut un homme qui avait été le collaborateur de M. Gambetta, durant le pouvoir qu'il avait exercé en province, après le Quatre-Septembre, qui déjoua les desseins de M. de Bismarck. J'ai nommé M. le comte de Chaudordy.

Après le Vingt-Quatre Mai, M. le duc de Broglie qui était président du Conseil et ministre des Affaires Etrangères, ne se dissimulait pas l'antipathie qu'il inspirait aux cabinets européens et était fort inquiet,

au point de vue international, au point de vue même de la paix, en constatant que Berlin gardait, vis-à-vis du nouveau gouvernement, une réserve presque hostile.

Il résolut de conjurer le danger dont la France était menacée, en confiant au comte de Chaudordy une mission diplomatique secrète, dans l'espoir d'amener la Russie sinon à nous prêter sa protection absolue, dans cette circonstance, du moins à mettre entre nous et notre puissant adversaire, quelques paroles de raison.

Le prince Gortchakoff était alors chancelier impérial, à Saint-Pétersbourg, et ce fut vers lui que le duc de Broglie envoya son messager qui se rendit en Suisse, à Interlaken, où le prince — c'était en juillet 1873 — se trouvait en villégiature.

Le prince Gortchakoff fit un très aimable accueil à M. le comte de Chaudordy dont les hautes qualités politiques lui étaient connues, mais lorsqu'il sut la cause de la visite qui lui était faite, il reprit une attitude plus diplomatique.

— N'est-il pas un peu singulier ou original, dit-il, que la France après s'être montrée l'ardente ennemie de la Russie, pendant tout le règne de Napoléon III, s'adresse justement à la Russie pour la protéger contre une attaque de l'Allemagne ?

Le gouvernement de l'empereur Napoléon III, je l'ai démontré par des lettres péremptoires, dans mes ouvrages sur le Second Empire, n'avait, en effet, cessé de combattre la politique des Tzars, et M. de Chaudordy comprit que le souvenir de cette opposition n'était point encore effacé dans le cœur des hommes d'Etat de Russie, qu'un violent ressentiment contre nous, était même résulté de ce long malentendu.

— L'Empereur, répliqua-t-il, fut certainement peu favorable à la Russie, il serait vain de le nier, mais la France, prince, et surtout la France nouvelle qui a succédé à la France impériale, peut-elle endosser les responsabilités de faits ou d'actes qu'elle ignore, qui ont été indépendants de sa volonté?

— Je ne dis point cela, reprit le prince Gortchakoff, et c'est parce que je déplore même le passé qui est entre nous, que je suis heureux de vous voir.

Puis s'animant :

— Croyez-moi, continua-t-il, c'est un grand malheur que la France et la Russie se soient boudées, sous l'Empire. Il n'a point défendu de l'empereur Alexandre, cependant, que le désaccord qui existait entre Paris et Pétersbourg fût supprimé. Le Tzar a tout fait pour gagner l'esprit et le cœur de l'empereur Napoléon III; mais il s'est heurté à une obstination

inexplicable, mais il n'a trouvé, devant lui, dans la personne de Napoléon III, qu'une sorte de sphinx refusant de révéler son secret, ou plutôt perdu dans un rêve, dans la conception d'un monde, d'une société qui échappaient à notre raison. En vérité, croyez-le, nous n'avons pas eu de chance, avec vous. Non-seulement le Tzar est insulté lorsqu'il vient à Paris, en 1867, mais il est victime d'une tentative d'assassinat. Il avait trop de générosité pour conserver, à la suite de ces incidents, une rancune éternelle à votre pays qui n'en était point, à coup sûr, solidaire ; mais quoique placé, par sa situation, au-dessus des mesquineries humaines, il avait une âme et une chair d'homme et il ne pouvait entièrement oublier l'injure de M. Floquet, la balle de Bérezowski. Le Tzar, pourtant, malgré les mécomptes que la France lui infligeait, malgré l'attentat du bois de Boulogne même, offrit l'alliance à l'empereur Napoléon III (1). Mais votre souverain, sans repousser franchement cette alliance, se montra alors tellement énigmatique, tellement mystérieux et réservé, que mon

(1) J'ai rapporté, dans mon volume, l'*Empereur*, la conversation qui eut lieu après l'attentat de Berezowski, entre Alexandre II et Napoléon III. Je crois utile de faire remarquer que cette conversation se trouve confirmée par le prince Gortchakoff lui-même.

maître, découragé, renonça à gagner son amitié et se tourna vers une autre nation, la Prusse, qui, à cette époque, redoutait un rapprochement franco-russe et se réjouit de l'attitude de Napoléon III.

M. le comte de Chaudordy, tout en admettant les causes de la mauvaise humeur qu'il rencontrait, n'était point venu voir le prince Gortchakoff pour s'en retourner, sans recevoir de lui ou un refus très net de s'occuper de la question qui préoccupait alors les Etats, ou une promesse de médiation.

Il exposa au prince les raisons qui militaient en faveur d'une intervention du Tzar, au cas où l'Allemagne nous chercherait querelle, il lui démontra que la Russie avait un intérêt puissant à ce que la France ne fût pas ruinée irrémédiablement, et lorsqu'il quitta le chancelier, il put croire que sa démarche avait été profitable à son pays.

Elle le fut, en effet, et il est équitable que l'on sache que si, plus tard, en 1875, M. le général Le Flô, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, sut posséder la confiance et l'amitié de l'empereur Alexandre II, au point que celui-ci n'hésita pas à menacer l'Allemagne, entravant ainsi les projets de démembrement qu'elle nourrissait contre nous, c'est à M. le comte de Chaudordy que le pays doit d'avoir, le premier, fait naître une sympathie et des

relations cordiales dont la valeur se passe de commentaires.

M. le duc Decazes, ayant, en 1874, succédé à M. le duc de Broglie, comme ministre des Affaires Etrangères, trouva la situation aussi périlleuse, aussi embrouillée, aussi dénuée d'assurances.

M. de Bismarck, en ce temps, regrettait amèrement de n'avoir pas imposé à la France des conditions de paix beaucoup plus dures que celles qu'il avait exprimées, et se plaignait que notre gouvernement mît trop de précipitation à la réorganisation de l'armée.

Feignant de craindre une surprise, il faisait volontiers courir le bruit, dans les chancelleries, que l'Allemagne avait été dupée dans le traité intervenu entre elle et la France, que les garanties qui lui avaient été accordées étaient détruites par notre vitalité, et que pour rendre plus efficace l'observation des engagements qui avaient été pris, pour éviter que, dans un retour des choses, la France ne ratifiât point ces engagements, il deviendrait nécessaire, à l'Allemagne, d'occuper à nouveau le sol français, de réclamer même l'abandon d'une place de guerre importante qui s'ajouterait aux conquêtes de Metz et de Strasbourg.

On ne sait, vraiment, ce qui serait résulté du conflit que tentait de provoquer M. de Bismarck, si un incident, en apparence insignifiant, n'avait aidé presque soudainement, à changer la face des choses, à changer surtout l'attitude de la Russie, très en coquetterie avec la Prusse, alors.

M. le comte Andrassy ayant accompagné l'empereur François-Joseph dans le voyage qu'il fit à Saint-Pétersbourg, en 1874, et qui avait pour but un rapprochement entre les deux Empires, M. le comte Andrassy, dis-je, chancelier d'Autriche, animé de fort mauvais sentiments à l'égard de la France, fut très froidement reçu par les familiers du Tzar, par le monde politique russe, et se montra très froissé de l'accueil qui lui était fait.

Dans un désir, peut-être maladroit, de vengeance, de représailles, il détourna son souverain du but qu'il poursuivait en paraissant à Pétersbourg, et abrégea non seulement la visite de François-Joseph à Alexandre, mais surtout fit tous ses efforts pour ne donner à cette visite que l'importance relative d'un acte de courtoisie, réservant entièrement la question politique qu'elle devait résoudre et sanctionner.

M. le duc Decazes, mis au courant de ce fait par le prince Gortchakoff, avec qui il était en relations cordiales, comprit tout le bénéfice que la France

pouvait tirer de la situation imprévue qui était faite aux cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, et s'ingénia à accentuer encore la rancune de M. le comte Andrassy.

L'empereur Alexandre blessé, à son tour, des procédés, de la désinvolture du comte Andrassy, étonné de la complaisance de François-Joseph à l'égard de son ministre, retrancha de sa politique toute tentative d'alliance avec l'Autriche et affecta, dès lors, une amabilité sans contrainte vis-à-vis de notre représentant.

Ce fut là, la genèse de son intervention en faveur de la France, en 1875.

M. le comte Andrassy, à qui une alliance était absolument nécessaire, intrigua alors à Berlin. Il y réussit mieux qu'à Saint-Pétersbourg, mais l'avenir, jusqu'à présent, n'a point encore démontré que, pour le bien de son pays, ses conceptions aient été celles d'un homme habile ou simplement réfléchi.

Pendant que ces faits occupaient, à divers titres, les cabinets européens, la situation, en France, se modifiait, au profond ahurissement du Maréchal qui ne comprenait pas grand'chose à toutes les complications, à tous les mouvements d'opinion qui se formaient autour de lui.

L'Assemblée Nationale, obéissant enfin aux vœux populaires, donnait une constitution au pays, déclarait définitive l'étiquette républicaine, réunissait un Sénat et se déclarait dissoute, laissant, désormais, à une Chambre régulière, le soin de légiférer.

Abandonnant, ici, un peu, les questions politiques qui s'agitaient dans l'ombre du maréchal de Mac-Mahon, il me paraît intéressant de dire quelques mots du salon que le Président avait su organiser, dans sa résidence, et d'en esquisser brièvement la physionomie.

Il y eut un grand mouvement mondain à l'hôtel de la présidence, à Versailles, lorsque le maréchal de Mac-Mahon s'y installa, après le déménagement laborieux de M. Thiers.

On sait que les salons de la préfecture de Versailles, mis alors à la disposition du chef de l'Etat, sont fort beaux, fort élégants et merveilleusement apprêtés pour les réunions mondaines. L'écho des fêtes qu'y avait données, sous le Second Empire, M. Boselli, semblait s'y faire entendre encore, lorsque M. et Mme Thiers, la guerre étant terminée et la Commune étant vaincue, ouvrirent leurs portes au monde officiel. Mais la coquette et galante demeure ne retrouva point, je l'ai dit précédemment, sous l'autorité de M. Thiers et de sa femme, la